

Agriculture durable : la réponse aux crises alimentaire et climatique

Dérèglement climatique, famine, pauvreté, perte de la biodiversité, destruction des forêts, pénurie d'eau, insécurité alimentaire... Toutes ces menaces trouvent en partie leur origine dans une seule et même cause : notre façon de produire, de commercialiser, de consommer et de gaspiller les aliments et autres produits agricoles.

Aujourd'hui rares sont les médias, les responsables politiques, les institutions financières ou les organisations de défense de l'environnement qui accordent aux problématiques agricoles l'importance qu'elles méritent. Pourtant, on ne saurait lutter contre les changements climatiques ni nourrir le monde sans transformer de façon profonde et durable les pratiques et les politiques agricoles qui prévalent à l'heure actuelle.

« Notre engagement à protéger notre planète et à assurer notre avenir dépendra de notre perception des problèmes et des solutions retenues. »

Résumé du rapport de synthèse, IAASTD

Le manque de considération envers le secteur primaire et la vie rurale remonte sans doute à l'ère de l'industrialisation. Mais à l'heure où, pour la première fois dans l'Histoire, la population des villes est sur le point de dépasser celle des campagnes, nous prenons conscience que nous allons devoir payer ce mépris pour l'agriculture au prix fort.

Réparer cette fracture profonde avec le fondement même de notre existence est un véritable défi culturel à long terme. Les crises économiques, environnementales et sociales actuelles couvaient depuis de nombreuses années avant d'éclater, il faudra alors probablement attendre plusieurs décennies afin de parvenir à adopter des pratiques agricoles et alimentaires durables du point de vue économique, social et écologique, tout en comptant sur l'engagement de plusieurs générations dans différents secteurs.

Atteindre cet objectif implique de profondes modifications et adaptations à tous les niveaux : méthodes de production agricole, modèles de consommation, échanges commerciaux, modes de production, technologies de transformation et de stockage des aliments, droits humains et égalité des genres, valeurs et traditions, éducation et partage des connaissances, innovation et conservation, styles de vie, etc.

Les résultats durables devront être mesurés avec la durée des cycles biologiques des arbres, des sols, des bassins du développement des écosystèmes ainsi que par l'adaptation culturelle des futures générations. Toutefois, il est possible d'arrêter immédiatement la surexploitation et les cercles vicieux induits par les pratiques de gestion destructives, et de préserver la santé humaine, de soulager la faim et le désespoir, d'alléger la dette, l'asservissement et la dépendance, de redonner de l'espoir et de la confiance et de libérer le potentiel créatif et productif de millions de familles pour concevoir un futur meilleur... À condition de s'y atteler maintenant.

« Si nous n'abandonnons pas les pratiques agricoles actuelles, nous ne pourrons plus subvenir à nos besoins alimentaires à partir de 2050. La dégradation environnementale s'en trouvera accrue et le fossé entre les nantis et les démunis continuera de se creuser. Aujourd'hui, il faut que nous mobilisions nos ressources intellectuelles pour que s'éloignent ces sombres perspectives. Sans cela, nous risquons d'être confrontés à un monde où personne ne souhaitera vivre. » Professeur Robert T. Watson, directeur de l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD).

Comment y parvenir ? Cinq politiques clés à mettre en œuvre

Comme nous met en garde le professeur Robert Watson, directeur de l'IAAST, le maintien du *statu quo* n'est pas viable. L'environnement, la santé publique et le bien-être social paient le prix fort du rythme effréné de la productivité agricole, qui a quasiment triplé au cours des 50 dernières années. L'exploitation agricole industrialisée – qui se caractérise par une dépendance envers les combustibles fossiles, un apport important d'intrants chimiques et un mépris de l'intérêt commun – nous a conduits droit dans le mur. Comme le souligne la conclusion de l'IAASTD, nos modes de production actuels risquent de dévaster la base même de la filière agroalimentaire et de déchirer le tissu de vie dont nous dépendons tous.

Pour sécuriser l'avenir alimentaire des habitants de la planète, des changements fondamentaux doivent être apportés à nos systèmes agricoles et alimentaires. Greenpeace estime que les résultats de l'IAASTD doivent servir de point de départ à une restructuration urgente, profonde et radicale des politiques agricoles, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Partant des conclusions de l'étude, nous avons défini cinq politiques clés qui permettraient d'orienter les réformes nécessaires dans la bonne direction et de garantir la sécurité alimentaire pour tous au XXI^e siècle.

Les pouvoirs publics doivent mettre en place les conditions propices à une transition vers des systèmes agricoles écologiques et durables en adoptant les mesures suivantes.

1. Faire passer au premier plan les ressources, les besoins et les connaissances des petits producteurs utilisant des méthodes agricoles écologiques.

Il est nécessaire d'accorder une attention particulière au savoir, à la capacité et aux besoins des petits producteurs, et des femmes en particulier. Si l'on entend lutter contre la pauvreté, la faim et la destruction environnementale, il faut garantir l'accès de ces agriculteurs à la terre, l'eau, les semences, les marchés, les capitaux, s'assurer qu'ils sont en mesure de contrôler ces facteurs, et veiller au respect de leurs droits humains fondamentaux.

2. Soutenir les systèmes écologiques d'exploitation agricole par la recherche et les fonds publics.

La recherche et les investissements publics doivent être réorientés en faveur des systèmes agricoles écologiques qui sont à même d'améliorer la productivité de façon durable, tout en renforçant la santé des écosystèmes et en atténuant l'impact environnemental de l'agriculture. Il faudrait notamment faire en sorte que l'agriculture et la chaîne alimentaire soient moins tributaires des combustibles fossiles, en particulier au niveau des produits agrochimiques, de l'équipement, du transport et de la distribution. Les pouvoirs publics doivent mettre un terme aux subventions accordées au développement des organismes génétiquement modifiés (OGM).

3. Préserver les multiples fonctions écologiques de l'agriculture en adoptant des politiques qui valorisent et protègent les services rendus par les écosystèmes.

Les pouvoirs publics doivent cesser d'attribuer des subventions et de financer des programmes qui encouragent la pérennisation d'un modèle agricole industriel, non durable et

caractérisé par une forte consommation d'intrants. En revanche, les gouvernements devraient avoir recours à des outils politiques qui permettent d'internaliser les coûts environnementaux, notamment en récompensant la conservation, la bonne gestion et la protection des services des écosystèmes, et en taxant les émissions de carbone, l'utilisation de produits agrochimiques et la pollution des eaux.

4. S'attaquer au problème du dérèglement climatique en soutenant des pratiques agricoles écologiques.

Dans le domaine agricole, la recherche, les investissements, les politiques publiques et les échanges commerciaux doivent être orientés vers des pratiques agricoles écologiques qui :

- atténuent les émissions de gaz à effet de serre liées au secteur de l'agriculture ;
- préservent la qualité et améliorent l'efficacité et la gestion des ressources hydrauliques ;
- renforcent la résistance et les capacités d'adaptation des systèmes agricoles.

5. Reconnaître que souveraineté alimentaire et droit à l'alimentation sont deux principes étroitement liés.

La souveraineté alimentaire est définie comme étant le droit des peuples et des États souverains à élaborer démocratiquement leurs politiques agricoles et alimentaires. Le droit de toute personne à disposer d'une nourriture suffisante et à être l'abri de la faim est inscrit à l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Les politiques agricoles nationales ainsi que les régimes commerciaux internationaux devraient être conçus de façon à soutenir ces principes fondamentaux, et non à les affaiblir.

Le processus de l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD)

L'IAASTD est la première et la plus complète évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles.

Lancé au cours du sommet mondial de Johannesburg en 2002, le processus intergouvernemental de l'IAASTD reflète l'évolution, au sein de la Banque mondiale et des principales agences des Nations unies, de la perception du rôle et de l'importance de l'agriculture vis-à-vis du développement.

« L'IAASTD avait pour objectif d'évaluer les impacts passé, présents et futurs des connaissances scientifiques et technologiques agricoles (ASKT) dans le but de :

- *réduire la faim et la pauvreté ;*
- *améliorer les moyens d'existence et la santé humaine en milieu rural ;*
- *atteindre un niveau de développement équitable et durable sur le plan social, environnemental et économique. »*

(Rapport mondial, avant-propos).

Le processus a débuté par des consultations menées auprès de 11 parties prenantes, représentant toutes les régions du monde. Leur proposition a été adoptée lors d'une plénière intergouvernementale à Nairobi, en 2004. Les gouvernements participants ont instauré un secrétariat et un bureau, chargés de superviser le processus.

Dans une démarche innovante, la composition des membres du bureau reflète les différentes parties prenantes : il comporte 30 représentants de gouvernements et 30 représentants de la société civile, issus de divers secteurs. Par la suite, le bureau s'est mis d'accord à l'unanimité sur le cadre conceptuel de l'évaluation et sur les questions qui devront trouver une réponse. Dans cette perspective, plus de 400 auteurs principaux issus

de différentes disciplines ont été sélectionnés en vue de participer à une évaluation internationale, ainsi qu'à cinq études infranationales. Le bureau s'est efforcé d'atteindre un équilibre satisfaisant vis-à-vis de la parité homme-femmes et de la représentation des régions, et de garantir la prise en considération des multiples contextes et points de vue.

« Le bureau a convenu que l'évaluation devait aller au-delà des limites étroites de la science et la technologie pour prendre en compte d'autres types de connaissances pertinentes (par exemple les connaissances des producteurs, des consommateurs et des utilisateurs finaux de produits agricoles), ainsi que le rôle des institutions, des organisations, de la gouvernance, des marchés et du commerce. »

(Rapport Global, résumé à l'intention des décideurs)

Au cours des années suivantes, les auteurs ont établi deux autres propositions, qui ont été publiées afin que des spécialistes, des institutions publiques et le grand public les analysent et apportent leur propre contribution. Plus de 2 000 commentaires ont été pris en compte et suivis par des éditeurs spécialisés pour chacun des chapitres. À partir des quelque 2 000 pages d'évaluation ainsi obtenues, un rapport de synthèse et des résumés à l'intention des décideurs ont été élaborés puis adoptés lors de la plénière intergouvernementale de clôture qui s'est tenue à Johannesburg, en avril 2008.

Les résumés ont été adoptés et négociés ligne par ligne, et l'évaluation générale a été approuvée par 58 des 61 gouvernements participants. Si les États-Unis, le Canada et l'Australie ont accueilli favorablement l'évaluation, ils ont été incapables d'adhérer pleinement à ses conclusions. Après avoir contribué activement à l'initiative pendant plusieurs années, les représentants de l'entreprise Syngenta et de l'association CropLife International (qui fédère plusieurs d'entreprises d'agrochimie), ont décidé de se retirer du processus juste avant la dernière plénière. Le rôle du commerce international, de l'ingénierie génétique, des droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'évaluation globale de l'agriculture industrielle par rapport à l'agriculture pratiquée à petite échelle figuraient parmi les sujets les plus controversés.

Le processus long et méticuleux qu'impliquent la collecte des données, puis la discussion des informations obtenues entre des scientifiques issus de diverses disciplines, des experts de terrain et des personnes possédant un savoir-faire traditionnel, font de l'IAASTD l'évaluation la plus exhaustive et la plus interdisciplinaire qui existe dans le domaine de l'agriculture. Cette évaluation permet de prouver de façon incontestable que des changements sont à la fois réalisables et inévitables. Elle présente la situation mondiale actuelle et fournit un aperçu des différents aspects régionaux.

L'IAASTD tire des leçons des 50 dernières années, qui ont conduit à la situation catastrophique actuelle, et proposent des solutions réalistes et déjà disponibles pour les quatre ou cinq décennies à venir – toute en parvenant à maintenir une perspective d'ensemble des facteurs sociaux, économiques, culturels et écologiques qui interagissent dans le contexte de l'agriculture. Enfin, les experts de l'IAASTD nous mettent en garde contre tout « remède miracle », et nous expliquent pourquoi et comment la solution la plus innovante et efficace repose sans doute sur l'adoption de différentes mesures dans des proportions adéquates, en fonction de chaque environnement.

Le rapport publié par Greenpeace ne prétend pas résumer tous les résultats de l'IAASTD, mais cherche davantage à mettre en lumière certaines données et recommandations particulièrement marquantes, qui nous seront des plus utiles pour surmonter les obstacles qui nous attendent.

Au cours des six années qui se sont écoulées entre les premiers pas de l'IAASTD et l'adoption du rapport final en 2008, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de plus de 100 millions. Depuis, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que la faim touche 100 millions de personnes supplémentaires. L'utilisation de pesticides et d'engrais artificiels, la consommation de viande, la dégradation des sols, la pollution des eaux, la déforestation et la disparition des espèces se sont amplifiées de façon incontrôlable.

Nous avons les solutions. Nous avons le pouvoir de changer les choses. Alors qu'attendons-nous ?